

Des capitaines apathiques aux commandes d'un navire difficile à manœuvrer

«Les Finances sont un navire particulièrement difficile à manœuvrer, surtout avec le contingent de personnes que nous avons. Mais si vous essayez de changer trop de choses, alors un nuage de poussière hystérique souffle parmi les syndicats.»

Ces propos de Carlos Six, Directeur général près le SPF Finances et responsable de la perception des impôts, dans le *Standaard* du 4 juillet, j'ai eu du mal à les avaler en tant que président du SLFP Groupe Finances, à un point tel que cela demande une réaction.

Dans sa longue énumération de plaintes relatives au fonctionnement du département, Monsieur Six déclare tranquillement «Une réorganisation semble s'imposer.» Il a manifestement oublié que la réforme des administrations fiscales a déjà commencé dans les années 80-90 et que dans les années 2000 elle a donné naissance aux réformes Copernic. Ces réformes, depuis lors fortement atténuées, furent d'abord introduites à coups de cravache et sont entre-temps devenues une version «light», dans laquelle une chatte ne retrouverait pas ses jeunes.

Quand Monsieur Six dit que «les services travaillent encore dans un contexte qui n'est plus adapté aux besoins actuels», que «nos structures ne sont pas adaptées aux groupes cibles des contribuables que nous devons contrôler», que «hélas nous pensons encore en nombre de dossiers», que «nous sommes une organisation incroyablement inerte», que «nos systèmes de gestion des fichiers du personnel sont aussi étonnamment démodés», que «le problème de la gestion de la connaissance aux Finances est tout simplement dramatique», que «la vitesse avec laquelle les départs naturels ont lieu n'est

absolument pas adaptée à la vitesse ou à la lenteur avec laquelle l'informatisation fait son entrée dans l'administration.» ... c'est pour une part Monsieur Six lui-même qui aurait dû faire quelque chose à ce sujet au cours des six années de son mandat.

Quand il dit : «Parfois, vous remarquez que même les contrôleurs en perdent leur latin.» nous pouvons nous rallier à ce propos nous référant à ce qu'il a également déclaré : «Je trouve que nous devons traiter normalement les déclarations courantes et nous pencher ensuite sur les dossiers pour lesquels nous avons des questions complémentaires. La loi nous donne pour cela trois ans et même cinq ans lorsqu'il y a intention manifeste d'éluder l'impôt.»

Nous constatons que ce n'est pas uniquement pour ses contrôleurs, mais pour Monsieur Six lui-même, qu'il est difficile de suivre la législation fiscale qui est complexe. La loi-programme du 22.12.2008 a porté le délai de cinq ans à sept ans à partir du 29.12.2008 ...

Les propos du topmanager Six sont en soi remarquables et instructifs, précisément parce qu'ils émanent d'un topmanager. Ou bien ils témoignent d'une grande frustration interne et de l'impuissance d'imposer une vision au sein du Comité de direction, ou bien les managers engagés dans Coperfin, la réforme Copernic au sein des Finances, sont totalement incompétents pour assumer leur mission.





«*Nous ne sommes pas hystériques, mais par contre préoccupés de l'avenir des fonctionnaires des Finances*»

Prenez maintenant les propos relatifs au manque de politique sérieuse en matière de personnel. Il y a pourtant eu une manager des Ressources humaines issue du secteur privé, afin que tout fonctionne «mieux et avec plus d'efficacité», non ? Et où en sommes-nous aujourd'hui ? Quels sont les résultats ? En tant que syndicat, nous constatons qu'il n'y a même pas de règlement de travail pour le personnel. Il n'y a aucun plan de personnel qui tienne la route à long terme. La directrice des Ressources humaines fut entre-temps bien remerciée pour les services rendus et une «manager interne» fut à nouveau nommée en «interne». Jusqu'à quel terme cette nomination va-t-elle nous mener ? C'est ce que nous nous demandons. Et puis les contrôles des déclarations d'impôt. Il faudrait en finir avec les «chicaneries» et les contrôles devraient s'exécuter «avec bon sens». Nous n'avons toutefois pas encore vu de communication du management quant à l'application pratique, les services extérieurs non plus d'ailleurs. C'est une réalité, comme dans l'exemple que cite Monsieur Six : «lorsque quelqu'un a porté en déduction ses intérêts hypothécaires pendant 15 ans, la durée de son prêt étant de 20 ans, mais qu'il a oublié d'envoyer à l'administration l'attestation du paiement des intérêts la 16ième année», cette déduction ne peut plus être refusée. Nous ne soupçonnons pas Monsieur Six de singularité mondiale en cette matière, mais il appartient

maintenant au topmanagement de donner à ce sujet des instructions claires via ses directeurs régionaux. Il importe que le contenu du contrôle prime sur la ponctualité, le formalisme et les chicaneries. Au contraire, la loi «du bon sens et d'une saine gestion du risque» doit prévaloir. Nous demandons en tant que syndicat la clarté en la matière. Les contrôleurs ne demandent rien d'autre que de traquer la véritable fraude et d'ainsi effectuer à nouveau avec fierté les tâches qui leur tiennent à cœur.

Monsieur Six demande en outre que les fonctionnaires des Finances manifestent davantage d'empressement pour s'adapter. Il déclare que «nous nous trouvons dans une organisation traditionnelle qui continue encore et toujours de travailler comme elle le fait depuis des décennies.» Il ne faut pas oublier que les fonctionnaires ont déjà dû s'adapter à maintes reprises au cours des dernières années et qu'ils étaient également prêts à le faire. Mais les managers eux-mêmes n'ont pas toujours accompagné correctement ces changements et adaptations. Et nous étions en droit d'attendre de leur part qu'ils mettent à profit leurs compétences pour accompagner les fonctionnaires «embêtants». La communication s'avéra désastreuse. Plus encore, Monsieur Six chercha même refuge dans les médias, afin de faire connaître ses griefs et ses critiques. N'aurait-il pas mieux valu qu'il discute d'abord avec son personnel et avec les syndicats ?

Monsieur Six dit que «le personnel montre bien parfois les dents, mais qu'il exécute encore toujours sa tâche.» Il en va de même pour les syndicats, et c'est aussi parfaitement à tort qu'il parle d'un «nuage de poussière hystérique». Nous ne sommes pas hystériques, mais bien soucieux de l'avenir des fonctionnaires des Finances.

Interrogé quant aux «compétences» de son personnel, Monsieur Six déclare avec condescendance : «je ne crois pas dévoiler le secret de la confession quand je dis que nous avons un énorme problème de personnel aux Finances. ... Je n'ai pu choisir véritablement aucune de ces personnes.» Eh bien Monsieur Six, nombre de membres de votre personnel pensent exactement la même chose en ce qui vous concerne. Monsieur Six dit pour conclure que : «toutes ces histoires sur la crise de management aux Finances et sur l'incompétence des candidats internes pour la fonction de Président n'a aucun sens.»

Après avoir lu l'interview de Monsieur Six, un topmanager a réagi comme suit : «Il s'agit clairement ici d'un fonctionnaire d'un temps révolu. Dans l'intérêt des Finances, ce genre de fonctionnaire doit disparaître.»

L'année passée, Selor arriva également à la même conclusion. Espérons que les politiques aussi s'accorderont sur cette analyse.